



**Conseil d'administration
du Programme des Nations Unies
pour le développement, du Fonds
des Nations Unies pour la population
et du Bureau des Nations Unies
pour les services d'appui aux projets**

Distr. générale
26 juin 2025
Français
Original : anglais

Deuxième session ordinaire de 2025

25-28 août, New York

Point 6 de l'ordre du jour provisoire

Programmes de pays et questions connexes

**Descriptif de programme de pays pour l'Indonésie
(2026-2030)**

Table des matières

	<i>Page</i>
I. Rôle du PNUD au regard du Plan-cadre de coopération des Nations Unies pour le développement durable	2
II. Priorités du programme et partenariats	4
III. Administration du programme et gestion des risques	10
IV. Contrôle de l'exécution et évaluation du programme	11
Annexes	
A. Cadre de résultats et d'allocation des ressources	13
B. Plan d'évaluation chiffré	



I. Rôle du PNUD au regard du Plan-cadre de coopération des Nations Unies pour le développement durable

1. L'Indonésie est un archipel composé de plus de 17 000 îles, où vivent plus de 280 millions de personnes¹. Son économie est la plus importante de l'Asie du Sud-Est et se classe au 15^e rang mondial. Au cours des dernières décennies, le pays a réalisé des progrès socioéconomiques considérables, et a notamment connu des améliorations significatives sur le plan du niveau de vie, de la santé et de l'éducation. Avec un indice de développement humain de 0,71, l'Indonésie appartient à la catégorie des pays à développement humain élevé, et se situait au 112^e rang sur 193 pays et territoires en 2023/2024². En 2024, le pays a organisé avec succès des élections législatives, ce qui réaffirme son engagement en faveur des processus démocratiques.

2. Pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure avec un revenu national brut par habitant de 4 870 dollars en 2023³, l'Indonésie a fait preuve d'une grande stabilité macroéconomique et a su résister efficacement aux pandémies et aux chocs extérieurs grâce à des politiques budgétaires et monétaires prudentes. Au cours des six dernières décennies, le pays a maintenu un taux de croissance annuel moyen de 5,1 %. Il s'est également bien remis de la pandémie de maladie à coronavirus 2019 (COVID-19), la croissance étant revenue à son niveau d'avant la pandémie, soit 5 % en 2024, grâce à une forte demande intérieure et aux exportations. Le Gouvernement entend accélérer la croissance pour atteindre 8 % d'ici à 2029⁴.

3. L'Indonésie a fortement progressé dans la réalisation de ses objectifs environnementaux, et a réaffirmé son engagement à limiter l'augmentation de la température mondiale à 1,5 °C et à parvenir à zéro émission nette d'ici à 2060⁵. Elle prévoit pour cela d'augmenter progressivement la part des énergies renouvelables dans le bouquet énergétique national. En tant que région névralgique de la biodiversité, l'Indonésie a réduit de plus de moitié son taux de déforestation depuis 2015.

4. Malgré ces réalisations, l'Indonésie continue de rencontrer des difficultés en matière de développement, notamment des disparités économiques et géographiques entre ses îles, qui se traduisent par une répartition inégale des gains de développement. Les disparités de revenus demeurent élevées, le pays ayant un coefficient de Gini en hausse, situé à 0,38⁶. Si l'extrême pauvreté a reculé entre 1990 et 2023, passant de 61,8 % à 1,9 %, d'importantes disparités persistent entre les zones rurales et urbaines et entre les différentes régions. Les écarts entre les femmes et les hommes sont également manifestes : le taux d'activité des femmes est de 56,4 %,

¹ Voir [<https://www.bps.go.id/id/statistics-table/2/MTk3NSMy/jumlah-penduduk-pertengahan-tahun--ribu-jiwa.html>].

² Voir [<https://hdr.undp.org/content/human-development-report-2023-24>].

³ Voir [<https://data.worldbank.org/indicator/NY.GNP.PCAP.CD?locations=ID>].

⁴ Voir [<https://www.bps.go.id/en/pressrelease/2024/05/06/2380/indonesias-gdp-growth-in-q1-2024-was-5-11-percent-y-on-y--and-indonesias-gdp-growth-in-q1-2024-was--0-83-percent-q-to-q--.html>].

⁵ Voir [<https://kanalkomunikasi.pskl.menlhk.go.id/tag/enhanced-nationally-determined-contributions-endc/>].

⁶ Voir [<https://www.bps.go.id/en/pressrelease/2024/07/01/2371/gini-ratio-maret-2024-tercatat-sebesar-0-379-.html>].

contre 84,7 % pour les hommes⁷, et les femmes gagnent environ 22 % de moins que les hommes⁸.

5. Située sur l'équateur et dans la « ceinture de feu du Pacifique », l'Indonésie est particulièrement vulnérable aux changements climatiques et aux catastrophes naturelles – notamment les tremblements de terre, les éruptions volcaniques, les inondations et les sécheresses – qui devraient coûter jusqu'à 4,4 % du PIB d'ici à 2050⁹. À cette vulnérabilité s'ajoute une forte dépendance à l'égard des combustibles fossiles pour la croissance économique. En outre, un déficit de financement de 1 700 milliards de dollars pour la réalisation des objectifs de développement durable¹⁰ sous-tend ces difficultés. Le pays connaît également d'autres contraintes structurelles, telles qu'une dépendance excessive à l'égard du secteur des produits de base, qui réduit la compétitivité, limite la productivité – en particulier dans l'agriculture – et contribue à l'emploi informel et à la baisse des salaires.

6. Dans ce contexte, le plan national de développement à moyen terme (2025-2029), le plan national de développement à long terme (2025-2045) et le programme *Asta Cita*¹¹ fournissent des cadres stratégiques pour le développement national. Ils définissent les objectifs du projet Vision pour l'Indonésie à l'horizon 2045 (Golden Indonesia 2045), qui vise à permettre à l'Indonésie d'atteindre le statut de pays à revenu élevé grâce à cinq transformations clés, à savoir : le progrès sociétal ; la croissance économique ; une gouvernance efficace, l'état de droit et la stabilité nationale ; un leadership indonésien fort ; la résilience sur les plans social, culturel et écologique. Ces plans sont étroitement alignés sur les objectifs de développement durable et contribuent à leur réalisation, et ont été intégrés à tous les niveaux de l'administration.

7. Le Plan-cadre de coopération des Nations Unies pour le développement durable 2026-2030 s'inscrit dans le cadre de ces priorités nationales et contribue à leur réalisation sur la base de trois objectifs qui se renforcent mutuellement : i) le développement humain ; ii) la protection de la nature, la décarbonisation et la résilience ; iii) la transformation économique et numérique.

8. Le programme de pays du PNUD s'appuie sur les trois objectifs du Plan-cadre de coopération et y contribue. Il est conforme au plan stratégique du PNUD et aux priorités de développement du Gouvernement indonésien, et tient compte de l'évolution des tendances régionales et mondiales. Le programme tient compte des résultats issus de consultations nationales approfondies avec les parties prenantes – y compris le gouvernement, le secteur privé, la société civile et les partenaires de développement – et a été élaboré sur la base d'une prospective stratégique et d'un tour d'horizon prospectif.

9. La contribution du PNUD au Plan-cadre de coopération des Nations Unies pour le développement durable et ses résultats transformateurs se fondent sur l'avantage comparatif unique du PNUD en Indonésie, en étroite collaboration avec d'autres organismes des Nations Unies. Ainsi qu'il est réaffirmé dans l'évaluation

⁷ Voir [<https://www.bps.go.id/en/publication/2024/12/09/6f1fd1036968c8a28e4cfe26/labor-force-situation-in-indonesia-august-2024.html>].

⁸ Voir [<https://www.cnbcindonesia.com/research/20230501103700-128-433399/kabar-sedih-hari-buruh-upah-pekerja-wanita-vs-pria-beda-jauh>].

⁹ Voir [<https://www.g20climaterisks.org/indonesia/>].

¹⁰ Voir [<https://sdgs.bappenas.go.id/product/roadmap-sdgs-2023-2030-eng/>].

¹¹ *Asta Cita* est un cadre stratégique mis en place par le Gouvernement indonésien, qui comprend huit objectifs de développement clés, lesquels servent de base aux politiques et programmes nationaux visant à faire de l'Indonésie un pays souverain, indépendant, juste et prospère. Ces objectifs portent sur des domaines tels que la bonne gouvernance, l'autonomie économique, le développement humain, la durabilité environnementale, le progrès culturel, le renforcement de l'identité nationale et l'engagement mondial.

indépendante du programme de pays, la proposition de valeur du PNUD comprend les éléments suivants : i) des portefeuilles intégrés qui répondent à la fois aux besoins immédiats et aux défis structurels à long terme ; ii) un pouvoir fédérateur pour rassembler divers acteurs, y compris le gouvernement, le secteur privé, la société civile et les partenaires de développement, afin d'instaurer un dialogue faisant intervenir tous les protagonistes et de mettre en place une action collective ; iii) une influence stratégique et une expertise technique, soutenues par des réseaux de connaissances mondiaux et régionaux ; iv) une capacité à faciliter l'accès à des modes de financement novateurs pour le développement durable ; v) un engagement fort en faveur du principe fondé sur les droits de « ne laisser personne de côté » dans tous les programmes. Fort de ces atouts, le PNUD continuera de promouvoir la coopération Sud-Sud et d'approfondir son engagement auprès de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN), en favorisant l'échange de connaissances et de bonnes pratiques au sein de la région et au niveau mondial.

10. Le programme de pays proposé s'appuie sur les résultats stratégiques récents et les enseignements tirés, y compris les réalisations notables du programme précédent. Il s'agit notamment du soutien rapide et efficace qui a été apporté à la riposte nationale à la pandémie de COVID-19, en particulier pour la distribution des vaccins grâce à l'innovation numérique ; des contributions au développement à faible intensité de carbone, notamment dans le cadre de la transition énergétique ; des efforts novateurs qui ont été déployés pour combler le déficit de financement en introduisant des mécanismes de financement novateurs tels que les « sukuks » verts, les objectifs de développement durable et les obligations bleues. Le programme comprend également des recommandations clés du Centre international pour la promotion des entreprises, à savoir : renforcer la collaboration avec les administrations locales pour assurer la durabilité et l'envergure ; viser une collaboration plus cohérente avec la société civile ; élargir les partenariats avec les organisations philanthropiques et les fondations ; renforcer le soutien pour faire entendre la voix de l'Indonésie dans les plateformes régionales et mondiales.

II. Priorités du programme et partenariats

11. La théorie du changement du programme de pays expose les grandes lignes d'une transformation des systèmes afin de parvenir à une croissance économique durable pour toutes et tous ; de garantir la bonne santé et l'autonomie des individus et des communautés et de leur permettre de bénéficier équitablement de services publics de qualité ; de garantir un environnement résilient aux catastrophes et au climat, contribuant à un avenir prospère pour toutes et tous en Indonésie. Pour atteindre cet objectif, trois conditions doivent être remplies : a) un plus grand nombre de personnes, en particulier celles en situation de vulnérabilité, accèdent équitablement à des services publics et à une protection sociale de qualité et en bénéficient, avec le soutien d'une gouvernance et d'institutions responsables et accessibles ; b) la protection des écosystèmes, la résilience et le développement durable sont renforcés, ce qui permet de promouvoir un environnement plus propre et de progresser vers une économie à zéro émission nette ; c) un plus grand nombre de personnes participent à une croissance économique équitable, durable, diversifiée et porteuse d'emplois, et en bénéficient.

12. La théorie du changement et le programme de pays reposent sur les hypothèses suivantes : a) l'environnement politique et économique mondial permettra de financer et d'investir dans une croissance économique qui profitera à toutes et tous ; b) le paysage politique national reste stable et déterminé à faire avancer le programme de transformation ; c) une approche coordonnée mobilisant l'ensemble de la société, et fondée sur le principe de ne laisser personne de côté, garantira la mobilisation et

l'accès aux moyens de subsistance des femmes et des hommes, des jeunes et des personnes en situation de vulnérabilité ; d) toutes les parties prenantes – y compris le gouvernement, les partenaires de développement, les communautés et le secteur privé – restent déterminées à mettre en œuvre conjointement les priorités du programme.

13. Le programme suit une approche systémique pour tous les portefeuilles transversaux, et propose un soutien aux politiques, un développement des capacités institutionnelles et des solutions techniques fondées sur des données probantes, qui se veulent souples et capables de s'adapter aux changements à venir. L'échange de connaissances et le leadership, notamment au moyen de la coopération Sud-Sud et de la coopération triangulaire, aideront l'Indonésie à obtenir des résultats transformateurs en matière de développement. La mise en œuvre du programme s'appuiera sur la mobilisation de diverses ressources, y compris le déploiement de volontaires dans le cadre du programme des Volontaires des Nations Unies (VNU).

14. En contribuant aux efforts déployés à l'échelle du système au titre du Plan-cadre de coopération, le PNUD collaborera avec les parties prenantes au sein des pouvoirs publics et de la société, et travaillera en étroite collaboration avec d'autres entités des Nations Unies.

Priorité du programme 1 : Développement humain (contribuant au résultat 1 du Plan-cadre de coopération)

15. Cette priorité a pour objectif de faire en sorte que toutes les personnes en Indonésie – en particulier les femmes, les jeunes et les personnes en situation de vulnérabilité, y compris les personnes âgées, les personnes handicapées et les communautés touchées par les catastrophes – participent et bénéficient de services publics et d'une protection sociale de qualité, ce qui contribuera à l'amélioration du bien-être, avec le soutien d'une gouvernance et d'institutions responsables. La théorie du changement postule que cet objectif peut être atteint : a) en renforçant la transparence, la responsabilité et la réactivité des institutions publiques pour répondre aux divers besoins ; b) en renforçant la capacité des gouvernements nationaux et infranationaux à fournir des services publics équitables, homogènes et de qualité, y compris en matière de protection sociale ; c) en donnant aux individus et aux communautés les moyens de participer véritablement aux processus de prise de décision.

16. Pour contribuer à ces résultats, le PNUD renforcera la capacité des institutions publiques – en particulier au niveau infranational – à fournir une gouvernance transparente et responsable qui profite à toutes et tous. Une assistance technique ciblée permettra aux fonctionnaires et aux représentantes et représentants élus d'adopter des approches plus solides, fondées sur des données probantes et axées sur l'anticipation, ce qui facilitera la mise en œuvre des politiques et améliorera la résilience face aux chocs. Les administrations locales seront encouragées à mettre en place une planification participative, en tenant compte des savoirs locaux et en exploitant les outils numériques pour garantir la prise en compte des besoins des femmes et des hommes, des jeunes, des personnes handicapées et d'autres groupes en situation de vulnérabilité. Le PNUD s'emploiera à promouvoir des réformes politiques qui favorisent le partage d'informations, encouragent l'établissement de partenariats avec les médias et élargissent les plateformes de dialogue public et les mécanismes de réclamation accessibles afin de favoriser la participation citoyenne. La collaboration sera privilégiée avec les principales parties prenantes telles que le Ministère de la réforme administrative et bureaucratique, le Ministère de la communication et des affaires numériques et les administrations locales dans les zones reculées, notamment dans les provinces de Kalimantan-Est et de Nusa Tenggara oriental.

17. Le PNUD aidera le gouvernement à améliorer la qualité des services fournis, en collaboration avec le Ministère de la santé, le Ministère de l'intérieur et d'autres partenaires. Il s'agira notamment de renforcer les plateformes numériques de prestation de services publics, en suivant des principes fondés sur les droits, afin d'améliorer l'accès des citoyens à ces services, en particulier dans les zones rurales et mal desservies. Les mécanismes de retour d'information et l'utilisation des technologies émergentes seront renforcés pour améliorer la qualité des services. Le soutien apporté se concentrera sur le renforcement du capital humain au moyen de la transformation du secteur national de la santé, de la réduction des retards de croissance, de la promotion de l'apprentissage tout au long de la vie et de la réduction des disparités régionales. En collaboration avec l'Organisation mondiale de la Santé, le PNUD jouera un rôle moteur et fournira son expertise technique pour renforcer la gouvernance en matière de santé, les cadres d'action, les infrastructures et les ressources humaines afin d'améliorer la préparation aux chocs futurs, y compris aux pandémies.

18. Le PNUD s'associera au Ministère de l'autonomisation des femmes et de la protection de l'enfance, à l'Agence nationale pour la gestion des catastrophes, à l'Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes (ONU-Femmes), à l'Organisation internationale du Travail (OIT), au Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) et à d'autres organismes afin d'étendre la portée des interventions publiques et d'accéder aux personnes en situation de vulnérabilité. Il s'agit notamment des communautés exposées à des risques accrus de catastrophes, des femmes qui ont la charge de soins non rémunérés, des travailleurs et travailleuses domestiques migrants et des microentreprises et petites et moyennes entreprises. Le PNUD renforcera la résilience des institutions publiques au moyen du renforcement des capacités en matière de gestion des risques, de la planification fondée sur les risques et des mécanismes de protection sociale, y compris ceux liés au secteur des services à la personne. Au niveau communautaire, le PNUD œuvrera à l'autonomisation des organisations de la société civile, des communautés rurales, des jeunes et des personnes en situation de vulnérabilité en promouvant l'habileté numérique et en soutenant la participation civique.

19. Le PNUD continuera d'appuyer les efforts de prévention et de lutte contre l'extrémisme violent et de promouvoir des politiques et des cadres institutionnels favorables à la lutte contre la violence à l'égard des femmes, y compris sa prévalence croissante dans les espaces numériques. Les partenariats avec la Commission nationale sur la violence à l'égard des femmes, la police nationale, ONU-Femmes, le Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP), l'UNICEF et d'autres organismes se poursuivront.

Priorité du programme 2 : Nature, décarbonisation et résilience (contribuant au résultat 2 du Plan-cadre de coopération)

20. L'objectif de cette priorité du programme est de parvenir à une Indonésie à faible émission de carbone et résiliente face aux changements climatiques, qui contribue à une transition énergétique juste et aux efforts de décarbonisation, parallèlement à la gestion durable de la biodiversité et des ressources naturelles. La théorie du changement postule que cet objectif sera atteint grâce à : a) des politiques, des cadres réglementaires et des institutions renforcés aux niveaux national et infranational afin d'accélérer les mesures de décarbonisation, de préservation de la biodiversité et de protection des écosystèmes ; b) la promotion d'un développement respectueux de la nature au moyen de la protection, de la restauration et de l'utilisation durable des écosystèmes terrestres, marins et côtiers ; c) l'adoption de pratiques novatrices et durables par l'ensemble des individus et des communautés – en particulier ceux qui sont touchés de manière disproportionnée – afin de renforcer la résilience face à

l'évolution et à l'imprévisibilité des conditions météorologiques et des catastrophes naturelles.

21. À cette fin, le PNUD fournira une expertise technique pour aider les administrations nationales et infranationales à renforcer les politiques et les cadres réglementaires afin de faire progresser la préservation de la biodiversité, la résilience des écosystèmes, la gestion des déchets et la décarbonisation. Des partenariats seront établis notamment avec le Ministère de coordination des affaires alimentaires, le Ministère de l'environnement et des forêts, le Ministère de l'énergie et des ressources minérales et l'organisme national d'information géospatiale, en collaboration avec le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE), l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et d'autres partenaires concernés.

22. Pour faciliter la transition verte vers une économie durable, le programme soutiendra en priorité l'élaboration et la mise en œuvre de stratégies et de cadres nationaux, tels que la stratégie et le plan d'action en faveur de la biodiversité en Indonésie (2025-2045), l'élaboration de profils de biodiversité intégrés et l'alignement des plans de développement et des décrets nationaux et infranationaux sur la préservation de la biodiversité. Des efforts continueront également d'être déployés pour renforcer le marché des droits d'émission de carbone. Le PNUD soutiendra une transition énergétique juste en alignant les politiques nationales sur les engagements internationaux, au moyen notamment de la mise à jour des contributions déterminées au niveau national, de l'établissement des rapports biennaux au titre de la transparence et de la mise en œuvre de la stratégie à long terme de l'Indonésie pour la réduction des émissions de carbone et la résilience climatique (2050). Des cadres réglementaires seront mis en place pour promouvoir le rôle actif des femmes dans des secteurs clés, tels que la transition énergétique, l'exploitation minière durable, la conservation de la vie sauvage et l'agriculture.

23. Une approche globale sera adoptée pour promouvoir un développement respectueux de la nature grâce à une gestion intégrée des paysages et à la protection et la restauration des écosystèmes terrestres, marins et côtiers, de façon à garantir l'utilisation durable des ressources naturelles, conformément à l'objectif de réduction des émissions nettes de gaz à effet de serre d'ici à 2030 pour la sylviculture et les autres utilisations des terres. En partenariat avec le Ministère de l'environnement et d'autres acteurs, le PNUD soutiendra l'élaboration de cadres de gouvernance visant à réduire les polluants, à éliminer progressivement les réfrigérants qui appauvrissent la couche d'ozone et à gérer les déchets dangereux. Une feuille de route sur les liens entre l'eau, l'énergie et la sécurité alimentaire et des outils de diagnostic seront élaborés pour améliorer la planification du développement intégré.

24. Pour réduire les émissions et la pollution, le PNUD soutiendra la recherche de solutions novatrices et fournira des informations sur les tendances émergentes. Les efforts porteront notamment sur l'accélération du déploiement des énergies renouvelables, l'amélioration de l'efficacité énergétique, la promotion de la bioénergie et des véhicules électriques et la fourniture d'un soutien aux pratiques minières durables. Le PNUD contribuera à la mise en œuvre de la première stratégie nationale sur l'hydrogène vert, en particulier dans le secteur des transports, et facilitera l'adoption de technologies propres dans des secteurs tels que le textile, l'alimentation et l'exploitation minière. Dans le domaine de la gestion des déchets, le PNUD s'efforcera de renforcer les systèmes de recyclage et de réduire la pollution due aux matières dangereuses. En collaboration avec ses partenaires, il plaidera en faveur de la décarbonisation des secteurs à fortes émissions au moyen de la mise en place de plafonds d'émissions, de l'échange de droits d'émission de carbone et de la comptabilisation du carbone bleu.

25. Les mécanismes de financement fondés sur la nature, tels que les crédits en faveur de la biodiversité, les transferts budgétaires écologiques, les paiements pour services liés aux écosystèmes, le financement des risques et l'assurance, seront renforcés afin de mobiliser des investissements en faveur de la préservation des milieux marins et terrestres. Cette action sera menée en collaboration avec le Ministère des finances, le Fonds indonésien pour l'environnement, les autorités locales et le secteur privé. Le PNUD continuera également de renforcer les capacités institutionnelles afin d'accéder aux instruments de financement mondiaux émergents et existants et de les utiliser efficacement, notamment le Fonds permettant de faire face aux pertes et préjudices et le nouvel objectif chiffré collectif.

26. Afin de mener une action environnementale efficace, le PNUD renforcera les capacités des administrations nationales et infranationales et des institutions académiques à adopter et à mettre en œuvre des mesures d'atténuation et d'adaptation solides. Des outils numériques, y compris l'intelligence artificielle, seront utilisés pour améliorer l'établissement d'inventaires de gaz à effet de serre, surveiller la biodiversité, améliorer la gestion des produits chimiques dangereux et mettre en place des mécanismes pour lutter contre le commerce illégal des espèces sauvages.

27. Le PNUD travaillera en étroite collaboration avec les communautés locales, y compris les jeunes, les femmes et les personnes en situation de vulnérabilité, afin de renforcer leur résilience grâce à l'adoption de pratiques durables. Une assistance technique sera fournie pour aider les initiatives locales et les autorités infranationales à élaborer et à mettre en œuvre des stratégies d'adaptation locales qui tiennent compte des savoirs écologiques traditionnels et coutumiers. Ces efforts consisteront notamment à améliorer l'accès à l'énergie et l'efficacité énergétique, à promouvoir la gestion durable des forêts, des mangroves et des tourbières afin d'accroître le stockage du carbone, à prévenir l'érosion des sols et à préserver la biodiversité et les services écosystémiques. Des initiatives ciblées permettront aux petits exploitants agricoles, aux pêcheurs, aux femmes dirigeantes et aux jeunes entrepreneurs d'acquérir des pratiques durables afin d'améliorer leurs moyens de subsistance tout en protégeant les écosystèmes.

Priorité du programme 3 : transformation économique et numérique (contribuant au résultat 3 du Plan-cadre de coopération)

28. L'objectif de cette priorité du programme est de faire en sorte que tous les habitants et habitantes de l'Indonésie puissent participer à la prospérité économique productive, diversifiée et durable et en bénéficier. La théorie du changement propose que cet objectif soit atteint grâce : a) au renforcement de la politique économique, des mécanismes de financement et des cadres institutionnels ; b) à l'utilisation accrue de solutions évolutives et novatrices – y compris les technologies numériques – qui stimulent la transformation économique ; c) à un accès équitable à l'information, aux marchés du travail et à la formation professionnelle, y compris dans le domaine de la transition numérique, afin de permettre aux individus et aux communautés de participer à une économie en évolution.

29. Pour soutenir cette transformation, le PNUD encouragera la création d'un environnement politique favorable, y compris la mise en place de cadres de politique industrielle qui favorisent le développement vert, tirent parti des modes de financement novateurs et des nouvelles technologies, et renforcent les capacités de la main-d'œuvre en matière de transformation numérique. Il favorisera des modèles économiques durables et responsables qui intègrent les principes de l'économie circulaire dans des secteurs tels que l'industrie manufacturière, l'exploitation minière, l'agriculture et l'énergie. Le programme soutiendra l'adoption de technologies propres et efficaces afin de réduire les émissions et l'intensité des ressources tout en améliorant la productivité. Une attention particulière sera accordée à l'avancement

des stratégies en faveur de l'économie bleue, à l'amélioration des cadres réglementaires pour le carbone bleu et à la promotion des investissements ciblés. La fourniture d'un soutien stratégique permettra d'accélérer l'adoption des énergies renouvelables – en particulier la géothermie, le solaire, l'éolien et l'hydrogène vert –, d'améliorer l'efficacité énergétique et d'appliquer des instruments budgétaires pour promouvoir une transition énergétique juste.

30. En collaboration avec le Ministère de coordination des affaires alimentaires et le Ministère de l'agriculture, le PNUD fournira une assistance technique afin de renforcer les normes de durabilité applicables aux principaux produits de base et de mettre en œuvre des plans d'action nationaux. Il s'agira notamment de renforcer les programmes de certification de la durabilité pour des produits tels que l'huile de palme, le cacao et le café, d'élargir l'accès aux marchés et d'améliorer les chaînes de valeur au profit des petits exploitants agricoles et des entreprises rurales. Le PNUD aidera également le Ministère du tourisme et les parties prenantes locales à promouvoir des solutions fondées sur la nature, notamment le tourisme à faible intensité de carbone dans les régions prioritaires. Des efforts seront déployés afin de soutenir les réformes des politiques pour améliorer la fluidité des affaires et de revoir les politiques industrielles pour mieux répondre aux besoins des secteurs rural et informel, en favorisant la mise en place d'un cadre réglementaire qui encourage l'esprit d'entreprise et l'investissement.

31. Pour mettre en place une main-d'œuvre prête pour l'avenir, le PNUD travaillera en partenariat avec les autorités nationales et infranationales, notamment le Ministère de la main-d'œuvre, le Ministère des affaires sociales, le Ministère de l'énergie et le Ministère de l'agriculture, ainsi qu'avec le secteur privé et les organisations de la société civile. Les initiatives se concentreront notamment sur le développement de compétences vertes dans les domaines des énergies renouvelables, de l'efficacité énergétique, de l'économie circulaire et bleue, et de l'agriculture durable. Parallèlement, le PNUD renforcera les capacités des microentreprises et petites et moyennes entreprises grâce à l'établissement de partenariats avec le Ministère des coopératives et des microentreprises et petites et moyennes entreprises, la Chambre indonésienne de commerce et d'industrie et les institutions financières. Le soutien apporté se concentrera sur l'amélioration de l'accès au financement, le renforcement des compétences entrepreneuriales et l'intégration des microentreprises et petites et moyennes entreprises dans des chaînes de valeur plus importantes. Une attention particulière sera accordée aux entreprises dirigées par des femmes et aux entreprises du secteur informel, dans l'objectif d'améliorer leur productivité et d'élargir leurs possibilités. Un soutien ciblé sera apporté aux entreprises du secteur agroalimentaire dirigées par des jeunes afin de favoriser le développement rural, l'innovation et la compétitivité dans le secteur agricole.

32. En collaboration avec le Ministère des finances, le Ministère de la planification du développement national (Bappenas), les administrations infranationales, le secteur privé, les institutions financières et les organismes de développement – notamment le Fonds d'équipement des Nations Unies, la Banque asiatique de développement et la Banque mondiale – le PNUD contribuera à débloquer, à aligner et à augmenter les financements publics et privés en faveur du développement durable. Il continuera de faciliter la mise en œuvre du cadre de financement national intégré en utilisant des instruments de financement novateurs dans les secteurs stratégiques et en fournissant des informations globales pour affiner les politiques, y compris le cadre relatif aux titres liés aux objectifs de développement durable pour l'Indonésie. Pour combler le déficit de financement et diversifier les sources de financement, le PNUD renforcera les mécanismes tels que les sukuks verts, les obligations municipales liées à la durabilité, ainsi que les financements fondés sur les résultats, la transition et la nature. Des cadres réglementaires viendront appuyer les mécanismes de financement mixte,

qui réduisent les risques liés aux investissements privés dans les secteurs à fort impact, tels que les énergies renouvelables et l'économie circulaire. L'accent sera mis sur l'intégration de la budgétisation tenant compte des questions climatiques dans les stratégies infranationales de planification et sur le renforcement de la budgétisation tenant compte des questions de genre afin d'améliorer les résultats socioéconomiques pour les femmes et les filles, qui sont touchées de manière disproportionnée par les défis environnementaux, conformément à la politique nationale relative à la prise en compte des questions de genre et aux engagements internationaux en la matière.

33. Le PNUD collaborera avec les institutions financières et les organismes de réglementation, tels que l'Autorité indonésienne des services financiers, afin de renforcer les normes environnementales, sociales et de gouvernance et d'encourager les investissements durables, en particulier dans les secteurs verts. Il travaillera également avec des partenaires tels que l'Agence nationale de la zakat et la Banque islamique de développement pour élargir l'accès aux instruments de financement islamiques et aux fonds autorenewables aux microentreprises et petites et moyennes entreprises, de façon à améliorer l'accès au crédit pour les communautés en situation de vulnérabilité. Un soutien continuera d'être apporté au développement de viviers de projets relatifs aux instruments financiers, y compris les obligations vertes, orange et bleues.

34. La transition numérique jouera un rôle clé dans l'amélioration des possibilités économiques et de la productivité. Le PNUD encouragera l'adoption de technologies et de plateformes numériques dans des secteurs prioritaires tels que l'agriculture, dans lequel des initiatives telles que le tableau de bord national des produits de base permettront d'augmenter la transparence, de renforcer la gestion de la chaîne d'approvisionnement – en particulier dans les systèmes alimentaires – et d'améliorer l'accès aux marchés pour les microentreprises et petites et moyennes entreprises. Le PNUD contribuera à renforcer la gouvernance numérique, y compris l'utilisation responsable de l'intelligence artificielle, afin de favoriser la transparence, de protéger la vie privée et de renforcer la cybersécurité. L'accent sera également mis sur la réduction de la fracture numérique au moyen de la promotion de l'habileté numérique et de l'amélioration de l'accès aux services financiers pour les populations n'ayant qu'un accès restreint aux services de base.

III. Administration du programme et gestion des risques

35. Le présent descriptif de programme de pays donne un aperçu de la contribution du PNUD aux résultats nationaux et constitue le principal moyen de rendre compte au Conseil d'administration de la mesure dans laquelle les résultats correspondent aux objectifs fixés et de l'utilisation des ressources au niveau national. Pour chaque niveau (pays, région et siège), les responsabilités afférentes au programme de pays sont définies dans les politiques et procédures régissant les programmes et opérations du PNUD, ainsi que dans le dispositif de contrôle interne.

36. Le programme sera exécuté et suivi au niveau national sous la direction du Ministère indonésien de la planification du développement national (Bappenas). Toutefois, des modalités de réalisation directe peuvent être appliquées pour tout ou partie du programme en cas de force majeure. La politique harmonisée concernant les transferts de fonds sera appliquée en coordination avec les autres entités des Nations Unies de façon à gérer les risques financiers. Les définitions et les classifications des coûts afférents aux activités de programme et aux activités visant l'efficacité du développement seront appliquées aux projets concernés conformément aux règles de gestion financière du PNUD.

37. La théorie du changement du programme recense les principaux risques susceptibles d'affecter la réussite du programme, notamment : a) les chocs externes et internes, tels que la récession économique et les crises géopolitiques ; b) l'évolution de l'aide publique au développement liée au passage de l'Indonésie au statut de pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure ; c) les changements de priorités du Gouvernement, en particulier en ce qui concerne l'action climatique et la transition énergétique ; d) l'accroissement possible des disparités entre les genres en raison des inégalités d'accès aux possibilités offertes par les transitions verte et numérique ; e) les effets des catastrophes naturelles et des pandémies, qui pourraient compromettre les résultats du développement à long terme.

38. Afin d'atténuer ces risques, et en consultation avec les principaux partenaires, le PNUD mettra en œuvre un plan de continuité des opérations qui visera à garantir une exécution ininterrompue des programmes. Les principales actions seront les suivantes : a) la diversification de la mobilisation des ressources au-delà des fonds verticaux, au moyen de la collaboration avec le gouvernement, le secteur privé et d'autres partenaires de développement, et de la facilitation de la coopération Sud-Sud ; b) l'amélioration des processus opérationnels afin d'accroître l'efficacité et le rapport coût-efficacité ; c) l'intégration systématique des questions liées à l'égalité entre les femmes et les hommes pour veiller à ce que toutes les possibilités de faire progresser l'autonomisation des femmes et de favoriser un changement transformateur soient pleinement exploitées ; d) l'application d'outils de recensement et d'atténuation des risques, y compris la politique de gestion globale des risques du PNUD, dans le respect des garanties sociales et environnementales, des mécanismes de réclamation et des dispositifs d'application du principe de responsabilité. Des activités supplémentaires d'assurance, telles que des microévaluations, des contrôles ponctuels et des audits, seront menées conformément à la politique harmonisée concernant les transferts de fonds. Dans la mesure du possible, des outils numériques seront utilisés pour renforcer la transparence et la responsabilité.

IV. Contrôle de l'exécution et évaluation du programme

39. Conformément au Plan-cadre de coopération des Nations Unies pour le développement durable et au plan national de développement quinquennal, la planification annuelle et la définition des objectifs pluriannuels seront effectuées en partenariat avec le gouvernement. Le PNUD utilisera des sources de données nationales, y compris *Satu Data Indonesia*, et si possible des données ventilées, pour établir des rapports annuels au titre du cadre intégré de résultats et d'allocation des ressources, principal instrument d'application du principe de responsabilité. En collaboration avec d'autres entités des Nations Unies, le PNUD aidera les systèmes statistiques nationaux et les systèmes d'information sur les données administratives et la gestion à recenser et à combler les lacunes en matière de données. Des approches novatrices, y compris l'utilisation d'outils numériques, seront utilisées pour les activités de suivi et pour permettre l'adaptation en temps réel des mécanismes décisionnels. Le PNUD dialoguera régulièrement avec ses interlocuteurs du gouvernement et avec les bénéficiaires du programme pour assurer la pertinence continue du programme et en renforcer l'impact grâce à des mécanismes structurés de retour d'information.

40. Le plan d'évaluation du programme de pays suivra les lignes directrices du Bureau indépendant d'évaluation afin de garantir un apprentissage et une responsabilisation efficaces. Les recommandations et les enseignements tirés des évaluations éclaireront la programmation évolutive, renforceront le dialogue avec les partenaires et permettront de réaliser des ajustements à mi-parcours. En collaboration avec le gouvernement et d'autres partenaires, le PNUD mènera des recherches et

réalisera des évaluations dirigées par le pays afin d'améliorer l'efficacité du programme.

41. La mise en œuvre et le suivi des interventions seront soutenus par l'allocation d'au moins 15 % du budget-programme à des activités visant à promouvoir l'égalité entre les femmes et les hommes. En outre, au moins 2 % de l'ensemble du budget-programme sera consacré au suivi, à l'évaluation, à la communication des résultats et au dialogue sur les politiques. Un programme de recherche pluriannuel – qui bénéficiera de l'évolution du laboratoire d'accélération en une fonction de recherche et de développement et qui s'appuiera sur l'expertise des conseillers de haut niveau du PNUD – permettra de produire des notes de synthèse, des documents de réflexion, des articles d'opinion et des rapports périodiques afin d'éclairer la programmation et le positionnement stratégique.

Annexe A

Cadre de résultats et d'allocation des ressources

NATIONAL PRIORITY OR GOAL: RPJMN 2025-2029 Priorities 1, 4, 6 and 7.				
COOPERATION FRAMEWORK (OR EQUIVALENT) OUTCOME INVOLVING UNDP #1: All people in Indonesia are able to equitably participate in and benefit from sustainable and quality services for enhanced wellbeing.				
RELATED STRATEGIC PLAN OUTCOME: Outcome 2				
COOPERATION FRAMEWORK OUTCOME INDICATOR(S), BASELINES, TARGET(S)	DATA SOURCE AND FREQUENCY OF DATA COLLECTION, AND RESPONSIBILITIES	INDICATIVE COUNTRY PROGRAMME OUTPUTS (including indicators, baselines, targets ¹²)	MAJOR PARTNERS / PARTNERSHIPS FRAMEWORKS	ESTIMATED COST BY OUTCOME (US\$)
Indicator 1.1: Poverty Rate Baseline: 7 – 8% (2025) Target: 4.5 – 5% Indicator 1.2: Coverage of complete immunisation among infants Baseline: 75% (2023) Target: 95% Indicator 1.3: Gender Inequality Index Baseline: 0.424 (2025) Target: 0.379 Indicator 1.4: Corruption Perceptions Index Baseline: 38 (2025) Target: 43.7	Statistics Indonesia (BPS) Ministry of Health BPS Transparency International	Output 1.1: Governance institutions demonstrate enhanced transparency, accountability, and responsiveness to diverse needs, particularly at subnational levels. Indicator 1.1.1: Percentage of citizen satisfaction with local government responsiveness Baseline (2023): 73.7% Target: 85% Data source: Ministry of Administrative and Bureaucratic Reform (PANRB) Indicator 1.1.2: Percentage of government institutions classified as “unqualified opinion” by the Audit Board of Indonesia (BPK) Baseline (2023): 95% Target: 97% Data source: BPK Indicator 1.1.3: Percentage of ministries classified as “informative” in the Public Information Disclosure Baseline (2023): 85% Target: 87.5% Data source: Central Information Commission of the Republic of Indonesia Indicator 1.1.4: Satu Data Indonesia Index (SDI Index) (RPJMN indicator) Baseline (2023): 41.8 Target: (2029) 75.0 Data source: Satu Data Indonesia, Ministry of National Development Planning (Bappenas)	Ministries of Administrative and Bureaucratic Reform; Communication and Digital Affairs (Komdigi); Health (MoH); Home Affairs (MoHA); Law and Human Rights; Migrant Workers Protection; National Development Planning (Bappenas); Religious Affairs; Social Affairs; Villages; Women’s Empowerment and Child Protection; Youth and Sports Coordinating Ministries for Human Development; Political, Legal and Security Affairs National Agency for Disaster Management (BNPB); Counter Terrorism Agency; Institute of Public Administration; Police National Commission on Human Rights; Violence Against Women Ombudsman of Republic of Indonesia Subnational governments Organisations working on Islamic education and socio-religious	Regular US\$907,716.67 Other US\$50,217,229.79

¹² All output indicators will be annually monitored.

		Output 1.2: National and subnational governments deliver strengthened quality public services which leverage innovation and digitalisation, especially for people in vulnerable situations. Indicator 1.2.1: Percentage of community health centres reports of stockouts of health commodities in the last six months, specifically related to national priority diseases (SP IRRF 1.4.2) Baseline (2024): 10% Target: 5% Data source: MoH (project reports) Indicator 1.2.2: Number of government officials successfully completing training on skills for effective public service delivery as a direct result of support from UNDP (SP IRRF 2.3.1) Baseline (2024): 11,564 Target: 33,000 (at least 40% women) Data source: PANRB (project reports) Indicator 1.2.3: Extent to which the national care economy roadmap is operationalised (SP IRRF 6.1.2) Baseline (2024): Level 1 (Roadmap formulated) Target: Level 3 (Partially operationalised) Data source: Indonesian National Care Economy Roadmap (2025-2045)	development, (The Community Legal Aid Institute, Indonesia AIDS Coalition ILO, UNAIDS, UNFPA, UNICEF, UNODC, UNV, UN Women, WHO	
		Output 1.3: Individuals and communities, especially women, youth, and people in vulnerable situations are better able to meaningfully engage in decision-making. Indicator 1.3.1: Number of registered users of digital platforms for providing feedback to improve public services (SP IRRF 2.1.1) Baseline (2024): 2.4 million Target: 4 million (disaggregated by sex) Data source: PANRB Indicator 1.3.2: Terrorism Risk Index (SP IRRF 3.2.1) Baseline (2024): 51.87 Target: 51.37 Data source: National Counter Terrorism Agency Indicator 1.3.3: Extent to which community engagement is institutionalised in the village development planning process. Baseline (2025): Level 2 (Piloted) Target: Level 4 (Fully institutionalised) Data source: Ministry of Village (project reports)		

NATIONAL PRIORITY OR GOAL: RPJMN 2025-2029 Priorities 2 and 8				
COOPERATION FRAMEWORK (OR EQUIVALENT) OUTCOME INVOLVING UNDP #2: A lower-carbon, climate resilient Indonesia succeeds in advancing a just energy transition and decarbonization efforts, and the sustainable management of biodiversity and natural resources for the benefit and well-being of all.				
RELATED STRATEGIC PLAN OUTCOME: Outcome 1				
COOPERATION FRAMEWORK OUTCOME INDICATOR(S), BASELINES, TARGET(S)	DATA SOURCE AND FREQUENCY OF DATA COLLECTION, AND RESPONSIBILITIES	INDICATIVE COUNTRY PROGRAMME OUTPUTS (including indicators, baselines, targets)	MAJOR PARTNERS / PARTNERSHIPS FRAMEWORKS	ESTIMATED COST BY OUTCOME (US\$)
Indicator 2.1: Marine environment designated as marine protected area. Baseline: 29.2 million hectares (2024) Target: 32.5 million hectares Indicator 2.2: Percentage of reduction of GHG emission intensity Baseline: 34.09% (2022) Target: 45.17% Indicator 2.3: Proportion of renewables in energy mix Baseline: 13.3% (2023) Target: 23% Indicator 2.4: Percentage of local governments that adopt and implement disaster risk management strategies consistent with the national disaster risk reduction management plan. Baseline: 44.55% (2022) Target: 62.32% (SDG Roadmap 2030)	Ministry of Marine Affairs and Fisheries Ministry of National Development Planning Handbook of Energy and Economic Statistics of Indonesia, Ministry of Energy and Mineral Resources National Agency for Disaster Management	Output 2.1: Government institutions at national and subnational levels have strengthened policies, regulatory frameworks, and financing capacities for decarbonisation, biodiversity conservation, and ecosystem protection, including environmental quality. Indicator 2.1.1: Level of progress towards meeting the Montreal Protocol compliance target of 100 per cent reduction of Hydrochlorofluorocarbons by 2030 through the HCFC Phase-Out Management Plan Baseline (2024): Level 1 (On track) Target: Level 1 Data source: Ozone Secretariat Indicator 2.1.2: Number of new targeted sectors with national policy or regulatory framework implemented for decarbonisation and ecosystem protection. Baseline: N/A Target: 9 Data source: National policy documents Indicator 2.1.3: Number of provinces with policies or regulatory framework that enable energy transition. Baseline (2024): 0 Target: 4 Data source: Provincial policy documents, Ministry of Energy and Mineral Resources (MoEMR) Indicator 2.1.4: Number of (a) provinces and (b) district governments with action plans on sustainable commodities integrated into regional development strategies. Baseline (2024): (a) 14 (b) 34 Target: (a) 19 (b) 44 Data source: Ministry of Home Affairs, National Action Plan for Sustainable Palm Oil Secretariat	Ministries of Agriculture (MoA); Energy and Mineral Resources (MoEMR); Environment (MoE); Finance (MoF); Forestry; MoH; MoHA; Industry (MoI); Manpower; Marine Affairs and Fisheries; Bappenas; Tourism; Trade Coordinating Ministry for Food Affairs (CMFA) BNPB; National Agency for Technology Assessment and Application Geospatial Information Agency, Indonesian Environment Fund (BPD LH) Subnational governments CSOs (Yayasan Bina Usaha Lingkungan) FAO, UNEP, UNIDO, UNV	Regular \$907,716.67 Other \$215,184,705.64

		Output 2.2: The government at national and subnational levels, private sector and other stakeholders demonstrate strengthened commitment and action to nature-positive and risk resilient development. Indicator 2.2.1: Global environmental benefits from net-zero and nature-positive acceleration through integrated actions in the energy and industrial sectors measured through (a) direct GHG emission reduction; and (b) indirect GHG emission reduction. Baseline: (a) Not applicable (N/A) (b) N/A Target: (a) 2.7 million tonnes CO₂e (b) 5.9 million tonnes CO₂e Data source: Ministry of Environment (MoE) (project reports) Indicator 2.2.2: Volume of new investment capital for NZNP-aligned renewable energy and industrial decarbonisation projects and plans (SP IRRF 5.2.2) Baseline: N/A Target: US—\$50 million Data source: MoEMR Indicator 2.2.3: Extent to which the Indonesia Biodiversity Strategic Action Plan 2025–2045 (IBSAP) is operationalised. Baseline (2025): Level 1 (On track) Target: Level 1 (On track) Data source: MoE Indicator 2.2.4: Percentage of waste generation processed in waste treatment facilities (and percentage recycled) Baseline (2024): 24% processed in waste treatment facility (16% recycled) Target: 40% processed in waste treatment facility (21% recycled) Data source: Audit Board of the Republic of Indonesia		
		Output 2.3: All individuals and communities, particularly women and youth, adopt innovative and sustainable practices that lessen their environmental impact and strengthen their resilience to climate change and natural disasters. Indicator 2.3.1: Number of people directly benefitting from new initiatives to protect nature and promote sustainable practices (SP IRRF 4.1.1) Baseline: N/A Target: 30,000 (40% women, 30% youth) Data source: MoE (project reports)		

NATIONAL PRIORITY OR GOAL: RPJMN 2025-2029 Priorities 2, 3, 5 and 6.				
COOPERATION FRAMEWORK (OR EQUIVALENT) OUTCOME INVOLVING UNDP #3: All people in Indonesia are able to contribute to and benefit from a productive, diversified, and sustainable economic prosperity.				
RELATED STRATEGIC PLAN OUTCOME: Outcome 1				
COOPERATION FRAMEWORK OUTCOME INDICATOR(S), BASELINES, TARGET(S)	DATA SOURCE AND FREQUENCY OF DATA COLLECTION, AND RESPONSIBILITIES	INDICATIVE COUNTRY PROGRAMME OUTPUTS (including indicators, baselines, targets)	MAJOR PARTNERS / PARTNERSHIPS FRAMEWORKS	ESTIMATED COST BY OUTCOME (US\$)
Indicator 3.1: Gini Coefficient Baseline: 0.379 (2024) Target: 0.372-0.375 Indicator 3.2: Proportion of MSME credit to total credit Baseline: 20.32% (2023) Target: 25% Indicator 3.3: Electronic based governance system index (SPBE Index) Baseline: 3.12 (2025) Target: 4.00	BPS Ministry of Micro, Small, and Medium Enterprises Ministry of State Apparatus Utilization and Bureaucratic Reform	Output 3.1: Indonesia has a strengthened policy, financing, and institutional landscape to accelerate the transition to a green, circular, and sustainable economy. Indicator 3.1.1: Number of new policies, regulatory, strategies, or frameworks for low-carbon and sustainable economic development Baseline: N/A Target: 5 Data source: Policy documents, MoE, Ministry of Marine and Fisheries, Ministry of Forestry, Coordinating Ministry for Economic Affairs Indicator 3.1.2: Number of new SDG-aligned financing instruments and schemes established. Baseline: N/A Target: 4 Data source: Ministry of Finance (MoF) Indicator 3.1.3: Volume of additional public, private, and social financing leveraged and aligned for the SDGs (SP IRRF E.3.1) Baseline: N/A Target: \$7 billion Data source: MoF	MoA; Komdigi; Ministries of Cooperatives and SMEs; MoEMR; MoE; MoF; Foreign Affairs; MoI; Manpower; Bappenas; MoSA; MoYS Coordinating Ministry of Economic Affairs; CMFA Indonesia Financial Service Authority; BPD LH; National Agency for Technology Assessment and Application; National Zakat Agency National Advisory Boards (Indonesia Impact Alliance) Subnational governments Indonesian Chamber of Commerce; Indonesian Employers Association Asian Development Bank, Islamic Development Bank, the World Bank, International Finance Corporation Banks and venture capital companies CSOs OCHA, UNCDF, UNEP, UNICEF, UNIDO, UNV, UN Women, WFP	Regular \$907,716.67 Other \$55,688,746.77
		Output 3.2: The business sector has strengthened capacity to use innovative solutions and scalable approaches to stimulate the transformation towards a more sustainable economy. Indicator 3.2.1: Business Pillar of the National Digital Transformation Index Baseline (2022): 39.12 Target: 41.7 Data source: Ministry of Communication and Digital Affairs		

		Indicator 3.2.2: Extent to which the food and commodities supply chain is digitalised (SP IRRF E.1.2) Baseline (2024): Level 0 (Not in place) Target: Level 3 (Partially implemented) Data source: Ministries of National Development Planning (Bappenas) and Coordinating Ministry of Food Affairs (project reports) Indicator 3.2.3: Number of enterprises benefitting from new skills, resources, or technologies to drive their business growth and contribute to a sustainable economy as a direct result of support from UNDP. Baseline: N/A Target: 500 Data source: Government project reports		
		Output 3.3: Individuals, particularly women and youth, have strengthened capacities, including to harness digitalization, to be more actively engaged in a sustainable economy. Indicator 3.3.1: Number of individuals successfully completed structured training on green, digital, and financing skills, including other skills fit for 21st century economy related to livelihood enhancement. Baseline: N/A Target: 100,000 (40% women) Data source: BPS and project reports Indicator 3.3.2: Number of people benefitting from newly mobilised public, private, and social financing for sustainable development Baseline: N/A Target: 30 million (at least 33% women) Data source: MoF Indicator 3.3.3: Level of operationalisation of a system to measure digital divide gaps and inform actions that enable individuals to more actively engage in the economic activity and livelihood. Baseline (2025): Level 0 (Not in place) Target: Level 4 (National adoption) Data source: Bappenas (project reports)		